Spedizione in abbonamento postale

Anno 93° — Numero 245

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Martedì, 21 ottobre 1952 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516 Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516 Trimestrale L 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.
Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

PRESIDENZA DELLA REPUBBLICA

COMUNICATO

Il Presidente della Repubblica ha ricevuto oggi, alle ore 11, al Palazzo del Quirinale, Sua Eccellenza il sig. Ken Harada, il quale Gli ha presentato le lettere che lo accreditano presso il Capo dello Stato in qualità di Ambasciatore straordinario e plenipotenziario del Giappone.

Roma, addì 14 ottobre 1952

(5076)

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° maggio 1952, n. **1314**.

Esecuzione degli Accordi di carattere economico fra l'Italia e l'Iran, conclusi a Teheran il 3 febbraio 1952.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per le finanze, per il bilancio ad interim per il tesoro, per il commercio con l'estero e per l'industria e commercio;

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti Accordi conclusi a Teheran, tra l'Italia e l'Iran, il 3 febbraio 1952:

a) Accordo commerciale;

b) Protocollo addizionale all'Accordo commerciale;

c) Accordo di pagamenti;

d) Scambi di Note.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 3 febbraio 1952.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Dogliani, addì 1° maggio 1952

EINAUDI

DE GASPERI — VANONI — PELLA — LA MALFA — CAMPILLI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 10 *ottobre* 1952
Atti del Governo, registro n. 58, *foglio n.* 70. — FRASCA

Procès-verbal de la signature des Accords commercial et de paiements entre l'Italie et l'Iran

Le dimanche 3 février 1952 (13 Bahman 1330) a eu lieu, au Ministère de l'Economie Nationale, la conclusion des Accords Commercial et de Paiements entre le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement Impérial de l'Iran.

Etaient présents:

de la part du Gouvernement de la République italienne:

Son Excellence Monsieur le Docteur Enrico CERULLI, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, et de la part du Gouvernement Impérial de l'Iran.

Son excellence Monsieur le Docteur Ali AMINI, Ministre de l'Economie Nationale.

Les Plénipotentiaires des deux Hautes Parties Contractantes, après avoir constaté leur entente sur les points des Accords Commercial et de Paiements et leurs annexes (Listes *A-B*, Protocole), rédigés en français, ont signé lesdits Accords.

CERULLI — A. AMINI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Accord commercial entre l'Italie et l'Iran

Le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement Impérial de l'Iran, désireux d'intensifier leurs relations économiques, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1

Les échanges de marchandises entre l'Italie et l'Iran s'effectueront suivant la réglementation générale d'importation et d'exportation en viguers dans chacun des deux Pays.

Art. 2

Aux fins de l'application du présent Accord, seront considérées marchandises iraniennes, celles originaires et provenant du territoire iranien; seront considérées marchandises italiennes, celles originaires et provenant du territoire italien, y compris le territoire de la Somalie administré par l'Italie.

Les Certificats d'origine relatifs aux marchandises prévues par le présent Accord, délivrés par les Autorités compétentes, devront accompagner les marchandises auxquelles ils se rapportent et être exigés par les bureaux douaniers intéressés.

Art. 3

Les Gouvernements italien et iranien s'accorderont, dans le cadre de leurs régimes généraux d'importation et d'exportation, le traitement le plus favorable possible dans l'octroi réciproque des autorisations d'importation et d'exportation.

Les dites autorisations seront accordées en tenant compte, dans la mesure du possible, des produits saisonniers, de façon à maintenir aux échanges des marchandises, prévues dans les listes des contingents *A* et *B* annexées au présent Accord, une allure autant que possible équilibrée en valeur.

Art. 4

Le Gouvernement italien autorisera l'exportation vers l'Iran des marchandises originaires et provenant d'Italie indiquées à la Liste *A* annexée au présent Accord, jusqu'à concurrence des valeurs établies pour chaque produit; de son côté, le Gouvernement iranien autorisera l'importation en Iran desdites marchandises, jusqu'à concurrence des valeurs fixées dans la Liste *A* mentionnée.

Art. 5

Le Gouvernement iranien autorisera l'exportation vers l'Italie des marchandises originaires et provenant de l'Iran, indiquées à la Liste *B* annexée au présent Accord, jusqu'à concurrence des valeurs établies pour chaque produit; de son côté le Gouvernement italien autorisera l'importation en Italie desdites marchandises, jusqu'à concurrence des valeurs établies dans la Liste *B* mentionnée.

Art. 6

Les marchandises ne figurant pas dans les deux Listes *A* et *B* mentionnées aussi bien que celles dont les contingents fixés dans ces listes seraient épuisés, pourront, pendant la période de validité du présent Accord, être importées d'un côté et de l'autre, à la condition qu'elles obtiennent l'autorisation préalable des autorités compétentes des deux Pays.

Art. 7

Les paiements relatifs aux échanges commerciaux, effectués pendant la période de validité du présent Accord, seront réglés selon les dispositions contenues dans l'Accord de Paiements signé en date de ce jour.

Art. 8

Les opérations d'échange, en régime de compensation privée, seront permises comme moyen auxiliaire d'intensification des échanges mais à la condition qu'il y ait un équilibre parfait entre les valeurs des marchandises exportées d'un pays à l'autre et que chaque opération soit préalablement approuvée par les autorités compétentes des deux Pays.

Les marchandises échangées sous le régime susdit seront considérées en dehors de celles comprises dans les contingents prévus aux Listes *A* et *B* annexées au présent Accord.

Art. 9

Les opérations d'échanges compensés en cours d'exécution seront effectuées en conformité des dispositions appliquées par chacun des deux Pays au moment de leur approbation; elles ne seront pas imputées sur les contingents prévus aux Listes *A* et *B* annexées au présent Accord.

Art. 10

Une commission mixte, composée des Délégués des Gouvernements italien et iranien sera chargée d'assurer la bonne exécution du présent Accord.

Elle fera toute proposition visant l'élimination des inconvénients éventuellement surgis pendant la période de validité de cet Accord, aussi bien que toute proposition pour la révision, le renouvellement, l'augmentation ou l'institution de nouveaux contingents ou de contingents supplémentaires à ceux prévus dans les listes mentionnées aux articles 4 et 5 ci-dessus.

La Commission mixte aura également la tâche d'établir en temps utile les nouvelles listes de marchandises à être échangées entre les deux Pays pour l'année suivante, à moins que le présent Accord ne soit dénoncé par l'une des deux parties contractantes.

La réunion de ladite Commission mixte aura lieu sur demande d'une des deux Délégations qui la composent.

Art. 11

Le présent Accord entrera en vigueur après accomplissement par les deux Pays des formalités constitutionnelles qui leur sont propres. La date de l'entrée en vigueur sera établie d'un commun accord par échange de lettres.

Le présent Accord est conclu pour la durée d'un an, et sera prorogé par tacite reconduction d'année en année, à moins de dénonciation par un préavis de trois mois.

Fait à Téhéran, en français en double exemplaire, le 3 février 1952.

Pour l'Italie — CERULLI

Pour l'Iran — A. AMINI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

LISTE *A*

MARCHANDISES ITALIENNES
EN EXPORTATION VERS L'IRAN

		Valeurs en 000 dollars	
1	Boissons non-alcooliques et eaux minérales	28	
2	Chanvre brut et peigné	28	
3	Filés, cordages, ficelles, etc., fils à filets de pêche, en chanvre	28	
4	Filés de coton (y compris les filés à coudre)	280	(1)
5	Tissus de coton, même mélangés	1.680	(1)
6	Filés de laine, crin et poil	420	
7	Tissus et manufacturés de laine, crin et poil, même mélangés	560	(1)
8	Filés de soie naturelle et artificielle	140	(1)
9	Tissus et manufacturés de soie naturelle et artificielle	140	(1)
10	Fibres artificielles et filés de fibres artificielles	700	(1)
11	Tissus et manufacturés de fibres artificielles	840	(1)
12	Travaux en fer, acier et fonte	280	
13	Travaux en métaux non ferreux	280	
14	Outils et instruments pour arts, métiers et agriculture	420	
15	Machines et appareils de toute sorte et leurs parts	1.120	
16	Machines à coudre, à écrire, à calculer, caisses enregistreuses	84	
17	Machines, appareils, câbles, conducteurs électriques, ampoules électriques, postes radio et gramophones	924	
18	Instruments scientifiques, de précision, d'optique, pendules, montres, réveilles et leurs parts	140	
19	Automobiles de tourisme et leurs parts	224	
20	Camions, châssis, autobus, autoremorques, autoambulances, autopompes et leurs parts	560	
21	Motocicles, micromoteurs, bicyclettes et leurs parts	56	
22	Tracteurs, machines agricoles et leurs parts	420	
23	Moteurs à combustion interne et motopompes	420	

		Valeurs en 000 dollars
24	Matériel des chemins de fer (locomotives, wagons, rails, traverses et toute sorte d'accessoires)	1.120
25	Céramique et porcelaines	140
26	Travaux en verre, cristal et conteries	140 (1)
27	Bois contreplaqué et contreplaquage	140 (1)
28	Liège et ses travaux	28
29	Huiles essentielles	56
30	Produits chimiques organiques et inorganiques, produits et specialités pharmaceutiques et médicinales	420
31	Acide citrique, de tartre et cremeur de tartre	42
32	Colorants, vernis, émaux, encres et laques	224
33	Peaux demi-tannées, de bœuf et de buffles	140
34	Courroies de transmission et d'autres articles techniques en cuir	84 (1)
35	Gants de peau	42
36	Linoleum	112
37	Travaux de toute sorte, en caoutchouc	140
38	Pneus	140
39	Papier et cartons	280 (1)
40	Journaux, livres, publications de toute sorte et musique imprimée	14
41	Instruments musicaux de toute sorte	42
42	Chapeaux en feutre et en paille (à l'exclusion des casquettes)	280
43	Bonnetteries et boutons	56
44	Articles de bureau (plumes, crayons, mines etc.)	84
45	Graines de semence potagères, pour pré et fleurs, et semences sélectionnées	14
46	Fruits à sirop	84
47	Essences et poudres de fruits	14
48	Films cinématographiques vierges ou impressionnés	140
49	Films photographiques non impressionnés	56
50	Produits horticoles au naturel et au vinaigre	14
51	Parfumeries	14
52	Confections de fourrure	20
53	Sous-vêtements en laine et en soie artificielle	8
54	Autres marchandises n. d. a.	140
	Total des marchandises italiennes en exportation d'Italie en Iran, dollars	14.000.000

(1) Dans les qualités permises.

LISTE *B*

MARCHANDISES IRANIENNES EN EXPORTATION VERS L'ITALIE

		Valeurs en 000 dollars
1	Miel à usage alimentaire et industriel	*p. m.*
2	Thé	28
3	Epices n. d.	14
4	Cereales (blé, orge, avoine, seigle, maïs, millet, etc.)	560 (1)
5	Grains n. d.	28 (1)
6	Légumes secs	280 (1)
7	Pommes de terre	*p. m.*
8	Raisin sultanine, « Armelline », pistaches, etc.	280
9	Dattes	140
10	Tabac brut en feuilles ou côtes (dans la quantité demandée par le Monopole italien des Tabacs)	*p. m.*
11	Graines oléagineuses	1.400
12	Tourteaux de graines oléagineuses	504
13	Huiles végétales à usage alimentaire et industriel	280
14	Graisses animales, suif et cires	280
15	Coton brut	1.400
16	Déchets de coton brut	336
17	Laine, crin, poil et laine de chameau (étaim)	784
18	Déchets de laine et d'étaim	210
19	Cocons blancs	140
20	Soie naturelle, grège, et ses déchets	*p. m.*
21	Tapis iraniens, à deux trames, noués à la main	980
22	Minerais de toute sorte	*p. m.*
23	Minerais de plomb, de fer, de cuivre, etc. (suivant les possibilités de fourniture et d'achat)	*p. m.*
24	Ferrailles de fer, acier et fonte; ferrailles de métaux non ferreux	*p. m.*
25	Magnésite, cobalt, chromite, oxyde de fer, sulfure, antimoine, cuivre en saumons ou en barres, plomb, arsenic	*p. m.*
26	Houille	*p. m.*
27	Amiante (à fibre longue)	*p. m.*
28	Bois à construction en tronches	1.400 (1)
29	Bois de noyer en tronches	700 (1)
30	Bois en tronches, autres	140 (1)
31	Nacre brute et turquoises	*p. m.*
32	Cornes, os, ongles	280
33	Gommo-résines et baumes naturels	280
34	Gomme adragante	420
35	Plantes et graines médicinales en général	196
36	Graines de cumin	14
37	Opium	14
38	Henné	14
39	Colorants et tannants végétaux	210
40	Peaux brutes de mouton, de chèvre et d'autres animaux	504
41	Peaux de buffles	56
42	Peaux d'agneaux et autres pour fourrures	1.540
43	Peaux demi-tannées (Bazanes)	196
44	Graines de semences potagères, pour prés et fleurs	28
45	Boyaux frais ou salés	84
46	Plumes de volailles	84
47	Soies de sanglier et de porc	56
48	Guano	*p. m.*
49	Autres marchandises n. d. a.	140
	Total des marchandises iraniennes en exportation d'Iran vers l'Italie, dollars	14.000.000

(1) Produits exportables seulement sur autorisation des autorités compétentes.

Protocole additionnel à l'Accord commercial

Au moment de la signature en date d'aujourd'hui de l'Accord Commercial, le Gouvernement Italien et le Gouvernement Iranien sont convenus de ce qui suit:

Art. 1.

Jusqu'à la conclusion d'un nouveau Traité de Commerce entre l'Italie et l'Iran, l'application de la clause de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le présent Accord restera réglée par l'échange de notes italo-iraniennes du novembre 1948.

Art. 2.

1. — Les certificats d'origine, demandés pour chaque envoi de marchandises, par la législation douanière en vigueur dans les deux Pays, devront accompagner les marchandises auxquelles ils se rapportent et être exigés par les bureaux douaniers respectifs.

2. — Ces certificats d'origine seront acceptés par les bureaux douaniers interessés à la condition qu'ils soient délivrés par les autorités compétentes des deux Pays.

3. — Les certificats d'origines ne seront soumis à aucun visa ni légalisation.

4. — Les certificats d'origine ne seront pas exigés lorsque la valeur de chaque envoi de marchandise ne dépasse pas le montant de 30 dollars, ou la contrevaleur de cette somme en lires ou en rials.

Art. 3.

Les factures commerciales, au cas où elles seraient demandées, pour chaque envoi de marchandise, par la législation douanière en vigueur dans l'un des deux pays, seront acceptées sans aucun visa ni légalisation par les bureaux douaniers respectifs.

Art. 4.

Le présent Protocole entrera en vigueur en même temps que l'Accord Commercial et en aura la même validité.

Fait à Téhéran en langue française, en double exemplaire, le 3 février 1952.

Pour l'Italie — CERULLI

Pour l'Iran — A. AMINI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Accord de paiements entre l'Italie et l'Iran

Le Gouvernement Italien et le Gouvernement Iranien, dans le but de régler le trafic des paiements entre l'Italie et l'Iran, sont convenus de ce qui suit;

Art. 1.

Le « Ufficio Italiano dei Cambi » ouvrira au nom de la « Bank Melli-Iran » un compte en dollars U S A sans intérêts dénommé « Conto Generale », au crédit duquel sera portée la contrevaleur de toute somme destinée à régler les paiements que des personnes physiques ou morales résidant en Italie auront à effectuer, aux titres du présent Accord, en faveur de personnes physiques ou morales résidant en Iran.

Art. 2.

Par le débit du compte prévu à l'art 1 seront exécutés les paiements que des personnes physiques ou morales résidant en Iran auront à effectuer, aux titres du présent Accord, en faveur de personnes physiques ou morales résidant en Italie.

Art. 3.

Les paiements prévus par les articles précédents sont ceux dûs aux titres suivants:

a) échanges de marchandises conformément aux dispositions de l'Accord commercial signé aujourd'hui et des frais accessoires y afférents (frais de transport maritime, fluvial, terrestre ou aérien et autres frais relatifs au trafic direct entre les deux Pays) à condition toutefois que de tels frais ne soient pas compris dans le prix des marchandises mêmes;

b) frais d'entreposage, de dédouanement, assurance marchandises (primes et indemnités), pour autant que ces frais ne sont pas compris dans le contrat d'achat des marchandises;

c) commissions, courtages, frais de représentation;

d) frais de transformation, d'usinage, de réparation;

e) frais encourus dans les ports italiens ou iraniens, par les navires iraniens ou italiens, tels que: frais et taxes portuaires, y compris les dépenses du capitaine, provisions normales de bord, frais pour les réparations ordinaires, etc, ainsi que les frais encourus dans les aéroports italiens et iraniens par les avions des compagnies de navigation aérienne iraniennes ou italiennes;

f) honoraires des professionnels, salaires et appointements d'employés privés et remises des ouvriers (dans la limite permise par les lois en vigueur);

g) frais de voyage, de subsistance, de séjour, d'écolage et d'hospitalisation pour touristes, individus ou groupes et étudiants;

h) cachets d'artistes et de sportifs (dans la limite permise par les lois en vigueur);

i) droits et redevances de brevets, licences, marques de fabrique, droits d'exploitation de films et droits d'auteur;

j) cotisations, abonnements et frais de publicité;

k) règlements d'assurances (primes, rentes, pensions et indemnités) et des soldes de réassurances (dans la limite permise par les lois en vigueur);

l) placements et déplacements de capitaux (dans la limite permise par les lois en vigueur);

m) bénéfices d'exploitation et de placements de capitaux - loyers, revenus dividendes et intérêts (dans la limite permise par les lois en vigueur);

n) dépenses et recettes d'impôts, de taxes et d'amendes (dans la limite, permise par les lois en vigueur);

o) règlement périodique des Administrations des postes, télégraphes, téléphones et des entreprises publiques de transport;

p) frais et bénéfices résultant du commerce de transit;

q) participations des succursales aux frais de gestion du siège central (dans la limite permise par les lois en vigueur);

r) autres paiments admis de commun accord entre les Autorités compétentes des deux Pays.

Art. 4.

Les versements par les débiteurs et les paiements aux ayants droit seront effectués dans chacun des deux Pays en leur monnaie nationale.

Art. 5.

Le « Ufficio Italiano dei Cambi » et la « Bank Melli-Iran » se communiqueront au jour le jour tous les versements qui seront effectués auprès d'eux conformément aux dispositions du présent Accord, par le moyen d'avis de versement libellés en dollars USA.

Les paiements aux ayants droit seront exécutés suivant l'ordre chronologique des versements susdits et dans la limite des disponibilités du compte visé à l'art. 1 y compris le montant du crédit technique prévu à l'art. 8 ci-dessous.

Art. 6.

Les Autorités compétentes des deux Pays donneront sur la base de réciprocité et dans le cadre des réglementations de changes respectives les autorisations nécessaires pour que les paiements visés dans le présent Accord puissent être effectués.

Art. 7.

Les montants seront en principe libellés en dollars USA.

Le règlement des montants libellés en monnaie autre que le dollar USA, sera effectué, dans chacun des deux Pays, dans la contrevaleur en dollars au crédit ou au débit du compte prévu à l'art. 1, sur la base de la parité approuvée par le Fond Monétaire International pour la monnaie en question par rapport au dollars USA et suivant les règlements généraux en vigueur dans chacun des deux pays. Les différences éventuelles de change, à la charge d'une des deux Parties intéressées à chaque transaction, seront aussi admises au transfert moyennant le compte même.

Art. 8.

Si, à un moment donné, le solde du compte prévu à l'art. 1, dépassera le montant de 1.500.000 dollars USA, chacune des deux Parties contractantes pourra demander la convocation de la Commission Mixte prévue à l'art. 10 de l'Accord Commercial signé en date de ce jour pour examiner les mesures à prendre dans le but de rétablir l'équilibre de la balance des paiements.

En tout cas, si le solde du compte susdit dépassera le montant de 2.000.000 dollars USA, la Partie créditrice aura le droit d'exiger le paiement immédiat de l'excédent en dollars USA ou en une autre monnaie agréée par les deux Parties contractantes.

Art. 9.

Le « Ufficio Italiano dei Cambi » et la « Bank Melli-Iran » se mettront d'accord sur les modalités techniques nécessaires pour l'application du présent Accord.

Art. 10.

Après l'expiration du présent Accord le compte prévu à l'art. 1 restera ouvert pour un délai de quatre mois pour la liquidation des opérations en cours, étant entendu que la Partie créditrice aura le droit d'exiger à tout moment le paiement de l'excédent, selon ce qui est prévu à l'art. 8.

Le solde qui susbistera dans le compte même à la fin de la dite période sera réglé dans un délai de trois mois par la Partie débitrice par cession de devises agréées par la Partie créditrice, à moins qu'il ne soit convenu de l'utiliser pour financer des livraisons de marchandises du Pays débiteur dont la liste sera déteminée d'un commun accord.

Art. 11.

Le présent Accord entrera en vigueur le même jour et aura la même durée de validité que l'Accord commercial signé en date de ce jour.

Fait à Téhéran, en français et en double exemplaire, le 3 février 1952.

Pour l'Italie
CERULLI

Pour l'Iran
A. AMINI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Réf. a1.

Téhéran, le 13 Bahman 1330

Monsieur l'Ambassadeur,

A la suite des conversations qui ont conduit à la signature en date d'aujourd'hui de l'Accord Commercial entre nos deux Pays, et sur votre demande, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement iranien est prêt à fournir ou à faciliter la fourniture à l'Italie, sur sa requête, des quantités de soufre et de borax à être déterminées d'un commun accord.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

ALI AMINI

Son Excellence
Monsieur le Docteur Enrico CERULLI
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire — TÉHÉRAN

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Réf. a2.

Téhéran, le 3 février 1952

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date d'aujourd'hui de la teneur suivante:

« A la suite des conversations qui ont conduit à la signature en date d'aujourd'hui de l'Accord Commercial entre nos deux Pays, et sur votre demande, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement iranien est prêt à fournir ou à faciliter la fourniture à l'Italie, sur sa requête, des quantités de soufre et de borax à être déterminées d'un commun accord ».

J'ai pris acte de ce qui précède et en vous remerciant, je vous présente, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

CERULLI

Son Excellence
Monsieur le Docteur Ali AMINI
Ministre de l'Economie Nationale — TÉHÉRAN

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Réf. b1.

Téhéran, le 13 Bahman 1330

Monsieur l'Ambassadeur,

A la suite des conversations qui ont conduit à la signature en date d'aujourd'hui de l'Accord Commercial entre nos deux pays, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement iranien accepte la participation italienne aux grands travaux et fournitures industrielles, dans le cadre de la réalisation du Plan Septennal iranien, jusqu'au montant de huit millions de dollars à être utilisé dès l'entrée en vigueur de l'Accord en question.

Les travaux et fournitures relatives à la participation susdite, seront réglés selon les dispositions de l'Accord

de paiements signé en date de ce jour et suivant les conditions générales d'exécution de ces travaux et fournitures.

Le Gouvernement iranien aura, cependant, la faculté d'exporter vers l'Italie des marchandises iraniennes disponibles sur le marché iranien et agrées par le Gouvernement italien.

Il reste entendu que cette faculté d'exportation sera exercées après le réglement financier des fournitures ou des travaux exécutés du côté italien; ceux-ci suivront les règles d'adjudication établies pour chaque fourniture ou travail.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

A. AMINI

Son Excellence
Monsieur le Docteur Enrico CERULLI
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire — TÉHÉRAN

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Ref. b2.

Téhéran, le 3 février 1952

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour du contenu suivant:

« A la suite des conversations qui ont conduit à la signature en date d'aujourd'hui de l'Accord Commercial entre nos deux pays, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement iranien accepte la participation italienne aux grands travaux et fournitures industrielles, dans le cadre de la réalisation du Plan Septennal iranien, jusqu'au montant de huit millions de dollars à être utilisé dès l'entrée en vigueur de l'Accord en question.

Les travaux et fournitures relatives à la participation susdite, seront réglés selon les dispositions de l'Accord de paiements signé en date de ce jour et suivant les conditions générales d'exécution de ces travaux et fournitures.

Le Gouvernement iranien aura, cependant, la faculté d'exporter vers l'Italie des marchandises iraniennes disponibles sur le marché iranien et agrées par le Gouvernement italien.

Il reste entendu que cette faculté d'exportation sera exercées après le réglement financier des fournitures ou des travaux exécutés du côté italien; ceux-ci suivront les règles d'adjudication établies pour chaque fourniture ou travail ».

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord de mon Gouvernement sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

CERULLI

Son Excellence
Monsieur le Docteur Ali AMINI
Ministre de l'Economie Nationale — TÉHÉRAN

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Réf. c1.

Téhéran, le 3 février 1952

Monsieur le Ministre,

En me référant aux accords que nous avons signés en date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous confirmer que, selon nos ententes, les dispositions des Accords Commercial et de Paiements entre l'Italie et l'Iran, s'appliqueront aussi à la Zone de Trieste administrée par le Gouvernement Militaire Allié.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

CERULLI

Son Excellence
Monsieur le Docteur Ali AMINI
Ministre de l'Economie Nationale — TÉHÉRAN

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Ref. c2.

Téhéran, le 13 Bahman 1330

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date d'aujourd'hui de la teneur suivante:

« En me référant aux accords que nous avons signés en date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous confirmer que, selon nos ententes, les dispositions des Accords Commercial et de Paiements entre l'Italie et l'Iran, s'appliqueront aussi à la Zone de Trieste administrée par le Gouvernement Militaire Allié ».

J'ai pris acte de ce qui précède et en vous remerciant, je vous présente, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

A. AMINI

Son Excellence
Monsieur le Docteur Enrico CERULLI
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire — TÉHÉRAN

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 30 agosto 1952.

Cessazione della gestione commissariale del Registro aeronautico italiano e nomina del presidente dell'Ente stesso.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 1 del regio decreto-legge 24 dicembre 1938, n. 1912, convertito nella legge 2 giugno 1939, n. 739, che istituisce il Registro aeronautico italiano;

Visto l'art. 9 dello statuto del Registro aeronautico italiano, approvato con decreto del Capo provvisorio dello Stato 20 agosto 1947, n. 1876;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1951, registrato alla Corte dei conti il 12 novembre 1951, registro n. 7 Aeronautica, foglio n. 24, concernente la nomina del generale di squadra aerea, in ausiliaria, Vittorio Giovine a commissario straordinario del Registro aeronautico italiano per la temporanea reggenza dell'Ente;

Ritenuta l'opportunità di ricostituire i normali organi centrali del Registro aeronautico italiano;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro per la difesa;

Decreta:

Articolo unico.

A decorrere dal 15 agosto 1952, cessa la gestione commissariale del Registro aeronautico italiano, disposta con decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1951.

A decorrere dalla stessa data, il generale di squadra aerea, in ausiliaria, Vittorio Giovine è nominato presidente del Registro aeronautico italiano.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto, che sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Arpy di Morgex, addì 30 agosto 1952

EINAUDI

DE GASPERI — PACCIARDI

Registrato alla Corte dei conti, addì 3 ottobre 1952
Registro n. 5 Difesa-Aeronautica, foglio n. 236

(5075)

DECRETO MINISTERIALE 10 settembre 1952.

Modificazione al decreto Ministeriale 27 marzo 1948 che convalida i provvedimenti adottati sotto l'impero del sedicente governo della repubblica sociale italiana, concernenti la cessazione dal servizio di personale dipendente dalla disciolta Confederazione dei lavoratori dell'industria.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto Ministeriale 27 marzo 1948, con il quale fu disposta la convalida di provvedimenti adottati, sotto l'impero del sedicente governo della repubblica sociale italiana, concernenti la cessazione dal servizio di personale dipendente dalla disciolta Confederazione dei lavoratori dell'industria;

Vista la nota n. 59772 del 1° settembre 1952, con la quale il capo dell'Ufficio stralcio della Confederazione dei lavoratori dell'industria in liquidazione dichiara che il nominativo del sig. Lo Vecchio-Musti Ettore fu erroneamente incluso nell'elenco del personale ex confederale licenziato nel 1943;

Ritenuta la necessità di rettificare il sopra citato decreto per quanto concerne il sig. Lo Vecchio-Musti Ettore;

Decreta:

Nell'elenco del personale della disciolta Confederazione dei lavoratori dell'industria, il cui licenziamento adottato sotto l'impero del sedicente governo della repubblica sociale italiana è stato convalidato con decreto Ministeriale 27 marzo 1948, deve ritenersi come non inserito il nominativo del signor Lo Vecchio-Musti Ettore.

Roma, addì 10 settembre 1952

p. *Il Ministro*: BERSANI

(5059)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Concessione di exequatur

In data 1° ottobre 1952 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al sig. Enrique Zeledon Cornejo, Vice console di Costarica a Firenze.

(5000)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO
ISPETTORATO GENERALE RAPPORTI FINANZIARI CON L'ESTERO
PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 224

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 20 ottobre 1952

	Dollaro U. S. A.	Dollaro Canadese
Borsa di Bologna	624,90	651 —
» Firenze	624,93	646 —
» Genova	624,90	648,50
» Milano	624,91	649,50
» Napoli	624,90	646,50
» Palermo	624,89	650,25
» Roma	624,89	650 —
» Torino	624,91	648 —
» Trieste	624,90	—
» Venezia	624,90	650 —

Media dei titoli del 20 ottobre 1952

Rendita 3,50 % 1906	68,35
Id. 3,50 % 1902	67,20
Id. 3 % lordo	66,40
Id. 5 % 1935	98,40
Redimibile 3,50 % 1934	77,50
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (con tagliando)	75,20
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (ex tagliando)	74,40
Id. 5 % (Ricostruzione)	94,90
Id. 5 % 1936	93,10
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	98,525
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	98,475
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	98,425

L'ispettore generale
contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi del 20 ottobre 1952

Cambi medi per le valute di conto valutario esportazione e rimesse (Decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632)

1 dollaro U.S.A. . Lit. 624, 90
1 dollaro canadese » 649,75

Cambio per le contrattazioni in lire sterline (Decreto Ministeriale 19 settembre 1949, *Gazzetta Ufficiale* 19 settembre 1949, n. 215).

1 lira sterlina Lit. 1 749,72

Cambi di compensazione

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	Lit.	12,50	per franco belga
Danimarca	»	90,46	» corona danese
Francia	»	1,785	» franco francese
Germania	»	148,77	» marco occid.
Norvegia (c/nuovo)	»	87,48	» corona norvegese
Olanda	»	164,44	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	»	120,78	» corona svedese
Svizzera (conto A)	»	142,90	» franco svizzero

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Rettifiche d'intestazione di titoli di rendita nominativa

(2ª *pubblicazione*). Elenco n. 5.

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentre dovevano intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse:

Debito 1	Numero d'iscrizione 2	Ammontare della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
Cons. 3,50 % (1906)	772024	175 —	Scaringi Angelo fu Vito e figli Pio, *Vito* e Rosa, quest'ultima minore, sotto la patria potestà del padre, quali eredi indivisi di Ferrara Vincenza di Pio, moglie di Scaringi Angelo, e della figlia di costui Scaringi Filomena, dom. a Muro Lucano (Potenza).	Scaringi Angelo fu Vito e figli Pio, *Victor* e Rosa, ecc., come contro.
Rendita 5 % (1935)	6309	100 —	Malan *Gabriella Giovanna Lucy* di Daniele Bartolomeo.	Malan *Giovanna* di Daniele Bartolomeo.
Id.	6311	125 —	Malan *Lucy Gabriella* di *Bartolomeo.*	Malan *Giovanna* di *Daniele Bartolomeo.*
Id.	140516	525 —	Malan *Gabriella* Giovanna di *Bartolomeo.*	Malan Giovanna di *Daniele Bartolomeo.*
P. R. 3,50 % (1934)	433288	448 —	Gidino Agostino, Mario e Teresa fu Napoleone, minori sotto la patria potestà di Carrera Maria vedova di Gidino Napoleone, dom. a Trezzo sull'Adda (Milano), con usufrutto a Carrera Maria di *Angelo* vedova Gidino Napoleone, dom. a Trezzo sull'Adda (Milano).	Come contro, con usufrutto a Carrera Maria di *Pasquale Angelo* vedova Gidino Napoleone, dom. a Trezzo sull'Adda (Milano).
B. T. N. 5 % (1951) Serie 47ª	224	Cap. nom. 1.000 —	Resinelli Giuseppe fu Giuseppe, dom. in Lecco.	Resinelli Giuseppe fu Giuseppe, *minore sotto la patria potestà della madre Marinelli Elisabetta fu Giovanni, vedova Resinelli,* dom. in Lucca.
Id.	225	1.000 —	Resinelli Maria Adele fu Giuseppe, dom. in Lecco.	Resinelli Maria Adele fu Giuseppe, *minore,* ecc., come sopra.
Id. Serie 49ª	254	10.000 —	Come sopra.	Come sopra.
Id. Serie 55ª	195	10.000 —	Resinelli Giuseppe fu Giuseppe, dom. in Lecco.	Resinelli Giuseppe fu Giuseppe, ecc., come sopra.

A termini dell'art. 167 del regolamento generale del Debito pubblico approvato con regio decreto 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, addì 2 ottobre 1952

Il direttore generale: DE LIGUORO

(4856)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di ricevute di titoli del Debito pubblico

(2ª *pubblicazione*). Elenco n. 13.

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di Debito pubblico presentati per operazioni.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 296 — Data: 3 aprile 1952 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Salerno — Intestazione: Fabiano Angelina fu Nicola — Titoli del Debito pubblico: buoni del Tesoro novennali 5% (1906) — Capitale: L. 130.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 150 — Data: 18 gennaio 1950 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Messina — Intestazione: Chiofalo Domenico di Filippo — Titoli del Debito pubblico: buoni del Tesoro novennali 5% — Capitale: L. 23.500.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 28 — Data: 27 febbraio 1952 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Ragusa — Intestazione Banca agricola popolare di Ragusa, sede in Ragusa — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale: L. 5000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 99 — Data: 12 maggio 1952 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Macerata — Intestazione: Recchioni Assunta di Mariano — Titoli del Debito pubblico: buoni del Tesoro novennali 5% (1961) — Capitale: L. 64.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 622 — Data: 16 gennaio 1952 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Reggio Calabria — Intestazione: Banca di credito e sovvenzioni di Reggio Calabria — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale: L. 10.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1289 — Data: 20 maggio 1950 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Torino — Intestazione: Cassin Alessandro fu Emanuele — Titoli del Debito pubblico: Prestito della ricostruzione — Capitale L. 2000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1475 — Data: 1° febbraio 1952 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Napoli — Intestazione: Cardelli Chiara di Oreste — Titoli del Debito pubblico: buoni del Tesoro novennali 5% (1950) — Capitale: L. 26.500.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 154 — Data: 2 febbraio 1950 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Avellino — Intestazione: Cipriano Alfredo fu Salvatore — Titoli del Debito pubblico: Rendita 5% (1935) — Rendita: L. 100.

A termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sieno intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 2 ottobre 1952

Il direttore generale: DE LIGUORO

(4854)

77ª Estrazione delle obbligazioni emesse per la ferrovia Udine-Pontebba

Si notifica che nel giorno 10 novembre 1952, alle ore 10, in Roma, presso la Direzione generale del debito pubblico, avrà luogo la 77ª estrazione delle obbligazioni emesse per la ferrovia Udine Pontebba in base alla legge 29 giugno 1876, n. 3181.

Il quantitativo delle obbligazioni da estrarre è indicato dalla relativa tabella di ammortamento.

I numeri delle obbligazioni sorteggiate saranno pubblicati in supplemento straordinario alla *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 15 ottobre 1952

Il direttore generale DE LIGUORO

(5030)

MINISTERO DEI TRASPORTI

32ª Serie di norme integrative al regolamento approvato con decreto Ministeriale 12 settembre 1925 per le prescrizioni sui recipienti per gas compressi, liquefatti o disciolti. Ammissione al trasporto di nuovi gas.

In attesa che sia aggiornato il regolamento approvato con decreto Ministeriale 12 settembre 1925;

Su conforme parere della Commissione permanente per le prescrizioni sui recipienti per gas compressi, liquefatti o disciolti, dispongo quanto segue:

1) all'elenco dei gas di cui all'art. 17 del suddetto regolamento – elenco aggiornato con la 23ª serie di norme integrative – è aggiunto il ciclopropano (gas liquefatto).

Il ciclopropano, agli effetti dell'art. 17 del regolamento, è compreso nel primo gruppo dei gas; la pressione di prova normale dei recipienti destinati a contenerlo di 25 kg/cm² ed il periodo di revisione di 5 anni; il grado di riempimento ammesso è di 1 kg. per litri 1,96 di capacità del recipiente;

2) al sopracitato elenco di gas è aggiunto il carbossigeno (gas compresso) che è una miscela di ossigeno e di anidride carbonica, quest'ultima nella percentuale in volume compresa fra il 6,5 % ed il 20 %, percentuale limite da non superare.

Il carbossigeno, agli effetti dell'art. 17 del regolamento, è compreso nel secondo gruppo di gas; la pressione di prova dei recipienti destinati a contenerlo è di 1,5 volte la pressione di carica ed il periodo di revisione di 5 anni.

Sui recipienti e sui certificati alla parola « carbossigeno » dovrà seguire il numero indicante la percentuale di anidride carbonica contenuta nella miscela (per esempio la dizione « carbossigeno 20 % » individuerà una miscela contenente l'80 % di ossigeno ed il 20 % di anidride carbonica).

Roma, addì 9 settembre 1952

p. *Il Ministro*: CAPPUCCIO

(5027)

33ª Serie di norme integrative al regolamento approvato con decreto Ministeriale 12 settembre 1925 per le prescrizioni sui recipienti per gas compressi, liquefatti compressi. Abrogazione della 7ª e della 9ª Serie di norme integrative.

In attesa che sia aggiornato il regolamento approvato con decreto Ministeriale 12 settembre 1925;

Visto che con la 7ª e la 9ª serie di norme integrative è stata autorizzata la costruzione di recipienti di acciaio in un solo pezzo ultra leggeri destinati a contenere gas a pressione anche maggiore di quella consentita dal suddetto regolamento;

Considerato che le citate serie di norme integrative non hanno mai trovato pratica applicazione;

Ritenuto che la questione dell'aumento del limite di pressione debba essere riesaminata su basi sperimentali con la esecuzione di prove pratiche;

Su conforme parere della Commissione permanente per le prescrizioni sui recipienti per gas compressi, dispongo quanto segue:

la 7ª e la 9ª serie di norme integrative al regolamento approvato con decreto Ministeriale 12 settembre 1925 sono abrogate.

Roma, addì 9 settembre 1952

p. *Il Ministro*: CAPPUCCIO

(5028)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica 16 agosto 1952, registrato alla Corte dei conti il 27 settembre 1952, è stato dichiarato inammissibile il ricorso straordinario in data 10 aprile 1952, con il quale la signora Lauria Margherita fu Stanislao, ha chiesto l'annullamento del piano particolareggiato di espropriazione n. 99, compilato dalla Sezione speciale per la riforma fondiaria dell'Ente per lo sviluppo dell'irrigazione e la trasformazione fondiaria in Puglia e Lucania e pubblicato nel Foglio degli annunzi legali della provincia di Foggia il 20 ottobre 1951, ai sensi della legge 12 maggio 1950, n. 230 e della legge 21 ottobre 1950, n. 841.

(5060)

PREFETTURA DI GORIZIA

Riduzione di cognome nella forma italiana

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI GORIZIA

Vista la domanda per la riduzione del cognome in forma italiana presentata dal sig. Leban Pietro;

Visto il regio decreto-legge 7 aprile 1927, n. 494, con cui sono stati estesi a tutti i territori annessi al Regno gli articoli 1 e 2 del regio decreto-legge 10 gennaio 1926 n. 17;

Constatato che l'avviso relativo alla predetta domanda è stato affisso per la durata di un mese nell'albo pretorio del comune di Gorizia e all'albo di questa Prefettura, senza che siano state presentate opposizioni;

Veduto l'art. 2 del precitato regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17;

Decreta:

Al sig. Leban Pietro fu Antonio e della Voncina Anna, nato a Gorizia il 24 maggio 1913, residente a Gorizia, via Rafut, n. 5-A, di condizione impiegato, è accordata la riduzione del cognome in forma italiana da Leban in Lamberti.

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome in forma italiana anche alla moglie Santin Renata di Antonio, nata a Velletri il 29 agosto 1916, ed al figlio Marzio, nato a Gorizia il 7 settembre 1941.

Gorizia, addì 25 settembre 1952

Il prefetto: GIAMMICHELE

(4883)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Concorso per esami a trenta posti di medico provinciale aggiunto di 2ª classe (gruppo A, grado 10°), in prova, nell'Amministrazione della sanità pubblica.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visto il regio decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato, e successive variazioni;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili delle Amministrazioni dello Stato, e successive modificazioni;

Visto il regolamento per il personale dell'Amministrazione della sanità pubblica, approvato con regio decreto 25 giugno 1914, n. 702, modificato con regio decreto 30 ottobre 1924, n. 2042;

Visto il regio decreto-legge 20 gennaio 1941, n. 95, che approva i nuovi ruoli organici dell'Amministrazione della sanità pubblica;

Visto il decreto legislativo 8 maggio 1948, n. 1204, contenente modificazioni ai ruoli tecnici dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 4 ottobre 1949, n. 695, contenente norme relative ai servizi ed ai ruoli dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

Visto il regio decreto-legge 3 gennaio 1926, n. 48, contenente norme a favore del personale ex combattente appartenente alle Amministrazioni dello Stato, e successive estensioni;

Visto l'art. 7 del regio decreto 6 gennaio 1927, n. 27, contenente norme integrative di quelle stabilite a favore del personale statale ex combattente con il regio decreto 3 gennaio 1926, n. 48;

Vista la legge 26 luglio 1929, n. 1397, contenente norme a favore degli orfani di guerra;

Visto il regio decreto-legge 23 marzo 1933, n. 227 (art. 2), concernente l'elevazione dei limiti di età per l'ammissione agli impieghi;

Visto il regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, che determina la graduatoria dei titoli di preferenza per l'ammissione ai pubblici impieghi, e successive modificazioni ed estensioni;

Visto il regio decreto 28 settembre 1934, n. 1587, che stabilisce i requisiti per l'ammissione ai concorsi ad impieghi nelle Amministrazioni dello Stato;

Visto il regio decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172, concernente la estensione a coloro che hanno partecipato alle operazioni militari in Africa orientale delle provvidenze emanate a favore degli ex combattenti nella guerra 1915-1918;

Visto il regio decreto-legge 21 agosto 1937, n. 1542, recante provvedimenti per l'incremento demografico della Nazione convertito, con modificazioni, nella legge 3 gennaio 1939, n. 1, e successive variazioni e integrazioni;

Visti il regio decreto-legge 5 settembre 1938, n. 1514, ed il regio decreto 29 giugno 1939, n. 898, che disciplinano l'ammissione di personale femminile agli impieghi;

Visto il regio decreto 8 aprile 1939, n. 2241, concernente la riserva di un terzo dei posti agli aiuti ed assistenti universitari;

Vista la legge 20 marzo 1940, n. 233, concernente la concessione ai capi di famiglia numerosa di condizioni di priorità negli impieghi e nei lavori;

Vista la legge 25 settembre 1940, n. 1458, concernente la estensione agli invalidi e agli orfani e congiunti dei caduti nella seconda guerra mondiale delle disposizioni vigenti a favore degli invalidi, degli orfani e congiunti dei caduti in guerra;

Visto il regio decreto-legge 8 luglio 1941, n. 868, contenente benefici a favore dei combattenti della seconda guerra mondiale;

Visto l'art. 5 del regio decreto 20 gennaio 1944, n. 25, riguardante il computo dei limiti di età nei confronti dei concorrenti già colpiti dalle abrogate leggi razziali;

Visto il decreto luogotenenziale 29 marzo 1945, n. 267, recante provvedimenti per le famiglie numerose;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 4 agosto 1945, n. 467, recante l'estensione delle vigenti disposizioni concernenti i reduci e i congiunti dei caduti in guerra ai reduci e congiunti dei caduti per la lotta di liberazione;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 518, recante disposizioni concernenti il riconoscimento delle qualifiche di partigiano e l'esame delle proposte di ricompensa;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 26 marzo 1946, n. 141 (art. 5), recante norme per lo svolgimento dei concorsi;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 aprile 1946, n. 320, recante benefici a favore degli addetti ai lavori di bonifica dei campi minati;

Visto il regio decreto legislativo 24 maggio 1946, n. 615, sul trattamento del personale della Marina militare impiegato nelle operazioni di dragaggio, disattivazione e distruzione delle mine marine e di altri ordigni esplosivi in mare;

Visto il regio decreto legislativo 25 maggio 1946, n. 435, concernente l'ammissione ai concorsi pubblici, con esenzione del limite massimo di età, del personale statale non di ruolo che abbia cinque anni di lodevole servizio;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 6 settembre 1946, n. 93, che equipara a tutti gli effetti i partigiani combattenti ai militari volontari che hanno operato con le unità regolari delle Forze armate nella guerra di liberazione;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 24 febbraio 1947, n. 60, prorogato con legge 28 dicembre 1950, n. 1080, col quale vengono stabilite alcune agevolazioni per la documentazione da fornirsi ai pubblici uffici da parte di coloro che abbiano dovuto abbandonare la residenza nei territori di confine e non abbiano potuto farvi ritorno;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 4 aprile 1947, n. 207, concernente il trattamento giuridico ed economico del personale civile non di ruolo in servizio presso le Amministrazioni dello Stato;

Visto il decreto del Capo provvisorio dello Stato 3 luglio 1947, n. 628, riguardante disposizioni transitorie per l'ammissione dei reduci ai concorsi per la nomina ad impieghi nelle Amministrazioni dello Stato;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 24 luglio 1947, n. 800, che modifica l'ordine di preferenza nei concorsi agli impieghi statali in favore dei mutilati ed invalidi civili e dei congiunti dei caduti civili per fatti di guerra;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 23 settembre 1947, n. 885, che estende ai profughi dei territori di confine i benefici in favore dei reduci;

Visto il decreto del Capo provvisorio dello Stato 1° novembre 1947, n. 1815, che estende i benefici di cui agli articoli 10 e 11 del decreto legislativo luogotenenziale 12 aprile 1946, n. 320, al personale che ha proceduto alla bonifica dei campi minati prima dell'entrata in vigore del decreto stesso;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 12 dicembre 1947, n. 1488, riguardante norme integrative delle vigenti disposizioni sulla revisione delle carriere dei pubblici impiegati;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 20 febbraio 1948, n. 1116, contenente norme per l'applicazione agli addetti ai lavori di bonifica dei campi minati dei benefici previsti dalle vigenti disposizioni a favore dei combattenti e reduci di guerra;

Visto il decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104, che estende ai profughi dell'Africa italiana i benefici a favore dei reduci;

Visto il decreto legislativo 2 marzo 1948, n. 135, riguardante l'applicabilità ai mutilati ed invalidi civili ed ai congiunti dei caduti civili per fatti di guerra dei benefici spettanti ai mutilati ed invalidi di guerra ed ai congiunti dei caduti in guerra;

Visto il decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, concernente norme per la concessione dei benefici ai combattenti della seconda guerra mondiale;

Visto il decreto legislativo 19 marzo 1948, n. 241, sulla equiparazione ai combattenti di coloro che hanno partecipato alla guerra di liberazione nelle formazioni non regolari;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 19 marzo 1948, n. 246, che approva il regolamento di esecuzione del

decreto legislativo 4 aprile 1947, n. 207, sul trattamento giuridico ed economico del personale non di ruolo in servizio nelle Amministrazioni dello Stato;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri 1° giugno 1948, contenente norme per il riconoscimento della qualifica di profugo;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro *ad interim* per l'Africa Italiana, in data 10 giugno 1948, contenente le norme di attuazione del decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104, riguardante l'estensione ai profughi d'Africa dei benefici previsti per i reduci;

Vista la legge 19 agosto 1948, n. 1180, concernente l'estensione ai mutilati ed invalidi ed ai congiunti dei morti in occasione dei fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, delle disposizioni vigenti in materia di pensioni di guerra e di quelle relative ai benifici e alle provvidenze spettanti ai mutilati ed agli invalidi di guerra ed ai congiunti dei caduti in guerra,

Vista la legge 3 maggio 1950, n. 223, contenente norme per la temporanea elevazione del limite massimo di età per i pubblici concorsi;

Vista la legge 3 giugno 1950, n. 375, concernente la riforma sull'assunzione obbligatoria al lavoro degli invalidi di guerra;

Vista l'autorizzazione della Presidenza del Consiglio dei Ministri n. 29302/12106 in data 14 maggio 1952;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 luglio 1945, n. 417, che ha istituito l'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446, concernente l'ordinamento e le attribuzioni dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esami è trenta posti di medico provinciale aggiunto di 2ª classe (gruppo *A*, grado 10°), in prova nell'Amministrazione della sanità pubblica.

Un terzo dei posti suddetti (dieci) è riservato agli aiuti ed assistenti universitari ai sensi del regio decreto 8 aprile 1939, n. 2241.

Non possono partecipare al concorso coloro i quali abbiano già preso parte a due precedenti concorsi per la nomina a medico provinciale aggiunto in prova nell'Amministrazione della sanità pubblica, senza conseguirvi l'idoneità.

In ogni caso l'ammissione al concorso può essere negata con decreto dell'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica.

Art. 2.

Per l'ammissione al concorso è richiesto il diploma di laurea in medicina e chirurgia e, per coloro che abbiano conseguito detto titolo dopo il novembre 1926, anche il diploma di abilitazione all'esercizio professionale o il certificato di abilitazione provvisoria.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo da L. 32, dovranno essere presentate o dovranno pervenire alla Prefettura della provincia di residenza o, per la Sicilia, al competente Ufficio provinciale della sanità pubblica entro il termine perentorio di giorni sessanta dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale*.

Il personale non di ruolo e gli impiegati di ruolo di altre Amministrazioni dello Stato, aventi titolo a pertecipare al concorso, faranno pervenire alla Prefettura o all'Ufficio anzidetto le domande nel termine fissato a mezzo degli uffici presso i quali prestano servizio.

Le Prefetture e gli Uffici provinciali di sanità pubblica della Sicilia, provveduto, ove occorra, a fare regolarizzare tempestivamente le domande insufficientemente documentate o corredate da documenti non regolari, le trasmetteranno all'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica, man mano che le avranno ricevute, con la indicazione del giorno dell'arrivo o della presentazione.

Le domande, firmate dagli aspiranti, dovranno contenere la precisa indicazione del domicilio o del recapito dei candidati, la dichiarazione di essere disposti a raggiungere, in caso di nomina, qualsiasi residenza, nonchè la elencazione dei documenti e dei titoli allegati.

Nella domanda l'aspirante dovrà, altresì, indicare la lingua estera (francese, inglese o tedesco) nella quale intende sottoporsi alla prova.

Art. 4.

A corredo della domanda gli aspiranti dovranno produrre i seguenti documenti redatti sulla prescritta carta bollata e debitamente legalizzati:

A) estratto dell'atto di nascita da cui risulti che l'aspirante, alla data del presente decreto, non abbia oltrepassato il trentacinquesimo anno di età.

Detto limite di età è elevato:

1) di cinque anni per coloro che abbiano partecipato nei reparti mobilitati delle Forze armate dello Stato alle operazioni militari nell'Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, nonchè per i cittadini che abbiano partecipato nei reparti delle Forze armate dello Stato, ovvero nella qualità di militarizzati o assimilati, alle operazioni della guerra 1940-1943 o della guerra di liberazione; ed infine per i partigiani combattenti, per i reduci dalla prigionia, per i cittadini deportati dal nemico, per i profughi dell'Africa italiana e dei territori di confine;

2) a 45 anni, per coloro che rivestano la qualità di mutilati o di invalidi di guerra e della lotta di liberazione, nonchè per i mutilati o invalidi civili per fatti di guerra e per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, nonchè per coloro che siano stati decorati al valor militare e che abbiano conseguito promozioni per merito di guerra.

Sono esclusi dai benefici di cui ai numeri 1) e 2) coloro che abbiano riportato condanne per delitti commessi sotto le armi, anche se successivamente amnistiati;

3) a 44 anni per i capi di famiglia numerosa (di almeno sette figli);

4) i limiti di età sono inoltre elevati:

a) di due anni per coloro che siano coniugati alla data di scadenza del termine per la presentazione della domanda di partecipazione al concorso;

b) di un anno per ogni figlio vivente alla data medesima.

L'elevazione di cui alla lettera *a*) si cumula con quella della lettera *b*), ed entrambe con quelle previste dalle disposizioni che precedono purchè complessivamente non si superino i 45 anni;

5) a norma del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 12 dicembre 1947, n. 1488, il limite di età è elevato a 45 anni per coloro che comprovino di aver riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia, ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale.

Quest'ultimo beneficio assorbe ogni altra elevazione dei limiti di età eventualmente spettante.

Per i concorrenti già colpiti dalle abrogate leggi razziali non viene computato agli effetti dei limiti di età il periodo indicato nell'art. 5 del regio decreto 20 gennaio 1944, n. 25.

Non si applica nessun limite di età nei riguardi degli aspiranti che, alla data del presente decreto, siano impiegati civili di ruolo nelle Amministrazioni dello Stato e degli aspiranti che appartengono al personale civile non di ruolo, comunque denominato, dipendente dalle Amministrazioni stesse con almeno cinque anni di lodevole servizio.

B) certificato di cittadinanza italiana. Ai fini del presente decreto sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani non residenti nel territorio nazionale e coloro per i quali tale equiparazione sia riconosciuta in virtù di decreto del Capo dello Stato.

C) certificato dal quale risulti che il candidato gode dei diritti politici, ovvero non è incorso in alcuna delle cause che, a termini delle disposizioni vigenti, ne impediscano il possesso.

D) certificato generale del casellario giudiziale.

E) certificato di buona condotta, morale e civile, da rilasciarsi dal sindaco del Comune ove l'aspirante risiede almeno da un anno e, in caso di residenza per un tempo minore, altro certificato del sindaco o dei sindaci dei Comuni ove il candidato ha avuto precedenti residenze entro l'anno.

F) certificato medico rilasciato da un medico provinciale o militare, ovvero dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, dal quale risulti che l'aspirante è di sana e robusta costituzione fisica.

Nel caso che l'aspirante abbia qualsiasi imperfezione, questa deve risultare specificatamente menzionata, con dichiarazione che essa non menoma l'attitudine fisica all'impiego per il quale concorre.

L'Amministrazione può sottoporre i candidati alla visita di un sanitario di fiducia.

I candidati invalidi di guerra dovranno presentare il certificato da rilasciarsi dall'autorità sanitaria ai sensi dell'art. 14, n. 3, e dell'art. 15 del regolamento per l'applicazione della legge 21 agosto 1921, n. 1312, approvato con regio decreto 29 gennaio 1932, n. 92, avvertendo che da tale certificato deve risultare, oltre la natura ed il grado della invalidità, anche l'apprezzamento se le condizioni fisiche dell'invalido lo rendano idoneo alle funzioni del posto cui aspira.

G) copia dello stato di servizio militare (per gli ufficiali) o copia del foglio matricolare (per i sottufficiali e militari di truppa) o certificato di esito di leva o di iscrizione nelle liste di leva.

I candidati che abbiano partecipato ad operazioni di guerra dovranno presentare, inoltre, la prescritta dichiarazione integrativa rilasciata dalle competenti autorità militari.

Analogo documento dovranno presentare i militarizzati ed assimilati che presero parte ad operazioni della guerra 1940-43.

I mutilati od invalidi di guerra dovranno comprovare tale loro qualità mediante certificato mod. 69 rilasciato dal Ministero del tesoro (Direzione generale delle pensioni di guerra), oppure mediante una attestazione rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale degli invalidi di guerra, vidimata dalla sede centrale dell'Opera stessa, in cui siano indicati anche i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualità di invalido ai fini della inscrizione nei ruoli provinciali di cui all'art. 3 della legge 21 agosto 1921, n. 1312.

Gli orfani di guerra ed i figli degli invalidi per lo stesso motivo dovranno dimostrare tale qualità, i primi mediante certificato del competente comitato dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza degli orfani di guerra, legalizzato dal prefetto, gli altri mediante esibizione di uno dei documenti di cui al precedente comma, intestato al nome del padre. Gli orfani dei caduti civili per fatti di guerra ed i figli dei mutilati ed invalidi per lo stesso motivo dovranno dimostrare tale loro qualità mediante idonea documentazione.

I partigiani combattenti, i mutilati o invalidi per la guerra di liberazione, nonchè gli orfani dei caduti ed i figli degli invalidi per lo stesso motivo, dovranno esibire l'originale o copia autentica del certificato rilasciato dalle Commissioni competenti, istituite a norma del decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 518.

Coloro che alla scadenza del termine fissato per la presentazione dei documenti, non fossero ancora in possesso del predetto certificato, potranno, se partigiani combattenti, esibire provvisoriamente una attestazione dell'Associazione nazionale partigiani d'Italia, ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 26 marzo 1946, n. 138, e, in ogni altro caso, comprovare di avere presentato domanda per il riconoscimento della qualifica cui aspirano.

I reduci della deportazione, ai quali sono estese le provvidenze a favore dei combattenti e dei partigiani combattenti, dovranno comprovare la loro qualità mediante una attestazione del prefetto della Provincia nel cui territorio l'interessato ha la sua residenza, ai sensi dell'art. 8, secondo comma, del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27.

H) titolo originale di studio o copia notarile di esso debitamente legalizzata, nonchè un certificato rilasciato dalla competente autorità scolastica, da cui risultino i voti conseguiti nelle singole materie di esame del corso ed il voto riportato nell'esame di laurea, oltre agli altri eventuali titoli accademici e attestazioni relative a corsi facoltativi, accompagnati pure dal certificato dei punti conseguiti nell'esame finale e nelle singole materie del corso.

Solo nel caso in cui l'università non abbia ancora rilasciato il diploma originale, potrà essere presentato dai candidati un certificato di laurea con l'espressa annotazione in calce al documento che lo stesso sostituisce a tutti gli effetti il diploma originale.

Detto certificato, però, dovrà, essere sostituito con il diploma originale o copia notarile, qualora il candidato risulti vincitore del concorso.

I) i candidati che siano impiegati di ruolo di una Amministrazione dello Stato dovranno presentare copia dello stato di servizio civile, rilasciata ed autenticata dai superiori gerarchici, con l'indicazione delle qualifiche riportate nell'ultimo quinquennio.

L) certificato rilasciato dal competente ufficio da cui risultino gli estremi dell'assunzione in servizio non di ruolo, nonchè la data di inizio, la durata e la natura del servizio stesso.

Tale documento dovrà essere prodotto dagli aspiranti che appartengono al personale civile non di ruolo, comunque denominato, dipendente dalle Amministrazioni dello Stato, anche ad ordinamento autonomo, o dal personale salariato di ruolo e non di ruolo dipendente dalle Amministrazioni stesse, i quali aspirano alla esenzione dal limite massimo di età.

M) stato di famiglia da prodursi soltanto dai coniugati con o senza prole e dai vedovi con prole.

N) fotografia recente del candidato con la sua firma autenticata dal sindaco o da un notaio, a meno che il concorrente dichiari nella domanda di essere provvisto di libretto ferroviario o di altro documento munito di firma e fotografia rilasciato da pubblica Amministrazione.

La legalizzazione delle firme non è necessaria per i certificati rilasciati dal comune di Roma, dal cancelliere del Tribunale di Roma o dal segretario della Procura di Roma.

Art. 5.

Oltre ai documenti indicati nel precedente art. 4, gli aspiranti hanno facoltà di produrre qualsiasi altro titolo, diploma, attestato ufficiale di conoscenza di lingue estere o anche pubblicazioni, che essi possano ritenere di vantaggio agli effetti del concorso, come pure certificati dei risultati di concorsi precedentemente sostenuti presso questa o altre pubbliche Amministrazioni ed attestazioni di servizi prestati presso Enti pubblici.

Art. 6.

I documenti di cui alle lettere *B*), *C*), *D*), *E*), *F*), *G*), *I*), del precedente art. 4 debbono essere di data non anteriore a tre mesi da quella del presente decreto.

I candidati che dimostrino di essere impiegati di ruolo in servizio civile presso una Amministrazione statale, possono limitarsi a produrre i documenti di cui alle lettere *G*), *H*), *I*), *M*), di cui all'art. 4.

Art. 7.

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso debbono essere posseduti prima della scadenza del termine utile per la presentazione delle domande ad eccezione del requisito dell'età di cui gli aspiranti debbono essere provvisti alla data del bando di concorso, salvo quanto è previsto dall'articolo 4, per gli aspiranti coniugati.

Art. 8.

Scaduto il termine di chiusura del concorso, non è ammessa alcuna regolarizzazione di documenti.

Non è consentito fare riferimento a documenti presentati ad altre Amministrazioni dello Stato, salvo per i titoli originali di studio, per i quali si deve, in ogni caso, produrre un certificato, rilasciato dall'Amministrazione presso la quale i titoli stessi si trovano, con la indicazione precisa di essi.

Art. 9.

Gli esami constano di prove scritte, prove pratiche e di una prova orale secondo il programma particolareggiato annesso al presente decreto.

Essi avranno luogo a Roma nei giorni e nei locali che saranno comunicati agli ammessi al concorso a cura dell'Amministrazione.

Art. 10.

Le prove scritte sono tre e riguardano:

a) igiene generale e speciale;

b) l'epidemiologia e profilassi delle malattie infettive;

c) una traduzione dall'italiano in una delle lingue francese o tedesca o inglese, a scelta del concorrente. Per tale prova è ammesso l'uso del vocabolario.

Le prove pratiche sono due:

a) di clinica medica e di chimica e microscopia clinica;

b) di laboratorio.

La prova orale, oltre le materie delle prove scritte, comprende:

a) demografia;

b) legislazione ed organizzazione sanitaria dello Stato come al programma annesso;

c) nozioni generali sull'ordinamento amministrativo della Repubblica Italiana.

Art. 11.

Il giudizio sugli esami è dato da una Commissione composta

a) di un presidente di sezione o di un consigliere di Stato, presidente;

b) di un membro del Consiglio superiore di sanità;

c) di un ispettore generale medico appartenente ai ruoli del personale dell'Amministrazione della sanità pubblica;

d) di due professori di università, specialmente competenti nelle materie su cui vertono gli esami.

Per la prova di lingua estera, la Commissione esaminatrice si aggrega un insegnante autorizzato per ciascuna delle lingue in cui i concorrenti si siano dichiarati pronti ad essere esaminati.

In caso di impedimento di qualcuno della Commissione esaminatrice, il commissario impedito viene definitivamente surrogato da un altro, scelto nella stessa categoria alla quale l'impedito appartiene.

Un funzionario amministrativo di grado non inferiore al 9°, comandato in servizio presso l'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica, esercita le funzioni di segretario della Commissione.

Art. 12.

Per lo svolgimento delle prove di esami si osservano le disposizioni contenute nel regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili e nel regolamento per il personale dell'Amministrazione della sanità pubblica, approvato con regio decreto 25 giugno 1914, n. 702, modificato con regio decreto 30 ottobre 1924, n. 2042.

Art. 13.

E' in facoltà di ciascun concorrente di dichiarare, nel testo della domanda di ammissione al concorso, di essere pronto a sostenere la prova scritta ed orale anche sopra altre lingue estere, in aggiunta a quella d'obbligo. In tale caso, la Commissione provvede a sottoporre il concorrente ai relativi esperimenti di esame e, se questi abbiano esito favorevole, aggiungerà un numero di punti complessivi non superiori a cinque per la lingua o le lingue che, oltre a quella d'obbligo, il concorrente abbia dimostrato di conoscere in modo da poter parlare e scrivere correntemente.

Art. 14.

Non sono ammessi alla prova orale i concorrenti che non abbiano ottenuto i sette decimi dei punti nel complesso delle prove scritte e pratiche, purchè in nessuna di queste abbiano conseguito meno di sei decimi.

Non potranno, in nessun caso, essere dichiarati vincitori del concorso i concorrenti che non abbiano conseguito almeno la votazione di sette decimi nella prova orale e nell'esperimento orale sulla lingua estera di obbligo.

Art. 15.

La Commissione compilerà la graduatoria di coloro i quali avranno superato le prove di esame secondo l'ordine della votazione complessiva.

A parità di punti si osserveranno le norme di cui al regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, che approva la graduatoria dei titoli di preferenza per l'ammissione ai pubblici concorsi, con le successive estensioni e modifiche.

Art. 16.

La graduatoria del concorso sarà approvata, in via definitiva, con decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel bollettino ufficiale della Presidenza del Consiglio dei Ministri.

Sugli eventuali reclami, da presentarsi da parte degli interessati non oltre il termine di giorni quindici dalla pubblicazione della graduatoria nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, decide, in via definitiva, il Presidente del Consiglio dei Ministri, sentita la Commissione esaminatrice.

I concorrenti dichiarati idonei, che eccedono il numero dei posti messi a concorso, non acquistano alcun diritto a coprire posti che si rendessero successivamente vacanti.

Art. 17.

I vincitori del concorso, compresi coloro che abbiano prestato servizio di ruolo o non di ruolo nell'Amministrazione dello Stato, presteranno servizio di prova per il periodo di almeno sei mesi, trascorso il quale saranno confermati in servizio previo giudizio favorevole del Consiglio di amministrazione.

Art. 18.

Il personale in prova che, a giudizio insindacabile del Consiglio di amministrazione, non sia riconosciuto idoneo, è licenziato senza diritto ad indennità alcuna.

Art. 19.

A coloro che conseguiranno la nomina a medico provinciale aggiunto di 2ª classe, in prova, saranno corrisposti gli assegni mensili previsti dalle vigenti disposizioni.

Quelli che provengono da altri ruoli di personale statale conserveranno il trattamento stabilito dall'ultimo comma dell'art. 1 del regio decreto 10 gennaio 1926, n. 46.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 6 giugno 1952

p. *Il Presidente del Consiglio dei Ministri*
L'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica
MIGLIORI

Registrato alla Corte dei conti, addì 2 agosto 1952
Registro Presidenza n. 66, *foglio n.* 195. — FERRARI

PROGRAMMA DEGLI ESAMI

Prove scritte

A) I — Igiene generale:

1) Suolo Configurazione e struttura geologica e loro influenza sulla salubrità dei luoghi abitati Struttura meccanica Aria del suolo Acque freatiche Temperatura Inquinamento e auto-depurazione del suolo Risanamento dei terreni di aperta campagna;

2) Acqua Captazione delle acque Criteri per il giudizio di potabilità Approvvigionamento di acqua per i luoghi abitati Cause di inquinamento e metodi di depurazione delle acque;

3) Aria Fattori fisici Componenti fisici dell'aria e pulviscolo atmosferico nei loro rapporti con l'igiene. Nozioni di climatologia Acclimatazione;

4) Abitazione Scelta e preparazione del terreno Mezzi di difesa contro l'umidità Condizioni igieniche per vari tipi di abitazione per singole famiglie e collettività. Ventilazione naturale ed artificiale: riscaldamento e raffreddamento Illuminazione naturale ed artificiale: metodi e valore igienico di essi;

5) Allontanamento dei materiali di rifiuto Sistema di fognature e loro valore igienico Smaltimento naturale ed artificiale dei liquami Spazzatura domestica e stradale Smaltimento dei materiali di rifiuto;

6) Alimentazione Importanza fisiologica delle singole sostanze alimentari Razione alimentare e sue variazioni in rapporto alle singole condizioni individuali (sesso, età, lavoro, stato di salute). Vigilanza sanitaria sulle bevande e sugli alimenti;

7) Vestiario Carattere del vestiario d'inverno e d'estate Costituzione e proprietà dei tessuti adoperati per indumenti Igiene della pelle: bagni, effetti fisiologici e loro valore igienico.

II — Igiene speciale:

1) Igiene rurale Case rurali Alimentazione degli agricoltori Influenza delle diverse coltivazioni e industrie agricole sulle condizioni igieniche dei luoghi e sulla salute dei contadini Approvvigionamento di acqua ai Comuni rurali Educazione igienica del contadino Bonifiche agricole;

2) Igiene urbana Risanamenti urbani Piani regolatori Salubrità e protezione igienica del suolo urbano (vie, piazze, giardini, pavimentazione, pulizia stradale) Fognatura urbana Macelli, pescherie, mercati Norme igieniche applicabili ai teatri, cinematografi ed altri locali di pubblico convegno Cimiteri (inumazioni, tumulazioni, esumazione dei cadaveri) Polizia mortuaria;

3) Principi informativi di eugenetica antropometrica Igiene della infanzia Igiene della gravidanza e del parto Allattamento naturale, artificiale e misto Surrogati del latte Istituzioni per l'assistenza e la protezione sanitaria e sociale dell'infanzia;

4) Igiene dell'età scolastica Criteri igienici per la costruzione degli edifici scolastici Cubatura, illuminazione, ventilazione, riscaldamento delle aule scolastiche Arredamento Malattie scolastiche Sorveglianza igienico-sanitaria dello scolaro Educazione fisica Igiene dello sport;

5) Igiene industriale e del lavoro Protezione dell'operaio nel lavoro Ambienti di lavoro Malattie del lavoro Sorveglianza igienico-sanitaria sul lavoro e sulle classi lavoratrici;

6) Igiene ospedaliera Carattere dei vari servizi e reparti di ospedali generali e speciali (ospedali infantili, maternità ed istituti ostetrici, manicomi, ospedali per le malattie infettive), sanatori e ospedali speciali per la tubercolosi Igiene carceraria (edifici per carcerati);

7) Igiene dei trasporti Igiene delle navi con speciale riguardo a quelle destinate al trasporto degli emigranti Profilassi delle malattie infettive a bordo Ordinamento delle difese sanitarie nei porti e alle frontiere Igiene ferroviaria Disinfezione e disinfestazione delle carrozze viaggiatori e dei carri per il bestiame e le merci.

B) Epidemiologia e profilassi delle malattie infettive:

1) Generalità sulle malattie infettive Epidemie ed endemie Focolai di endemicità Fonti d'infezione Veicoli Vie di penetrazione e modo di diffusione dei germi Predisposizione individuale Fattori sociali Disinfezione e disinfestazione Profilassi internazionale, nazionale e locale delle malattie infettive;

2) Etiologia, patologia e profilassi delle seguenti malattie infettive: Morbillo Scarlattina Vaiolo e Alastrim Parotite epidemica Pertosse Influenza Encefalite letargica Meningite cerebro-spinale epidemica Poliomielite anteriore acuta Febbre tifoide Infezioni da paratifi e salmonellosi in genere Dissenteria bacillare Difterite e crup Reumatismo poliarticolare acuto Febbre puerperale Erisipela Piemia e setticemia Tetano Blenorragia Ulcera molle Sifilide Lebbra Tubercolosi umana Febbre ondulante Dengue Dermotifo e febbri dermotifosimili Tifo ricorrente Spirochetosi ittero infettiva Epatia epidemica Malaria Colera asiatico Peste bubbonica Febbre gialla Leishmaniosi Tripanosomiasi Amebiasi Anchilostomiasi Filariosi Bilarziosi Tracoma Scabbia Tigna favosa Rabbia Carbonchio sintomatico e carbonchio ematico Afta epizootica Morva Actinomicosi Trichinosi Psitacosi.

C) Lingua estera:

traduzione dall'italiano in una delle lingue francese, tedesca od inglese a scelta del candidato.

Prove pratiche

1) di clinica medica esame di un infermo, riconoscimento della malattia e un saggio di chimica o di microscopia chimica;

2) di laboratorio:

a) prelevamento di campioni ed esame microscopico e batteriologico di acqua potabile;

b) prelevamento di sangue e di materiali patologici vari ad esecuzione delle prove microscopiche, batteriologiche e biologiche dirette ad accertare la diagnosi delle seguenti malattie: Infezioni stafilococciche Erisipela Infezioni puerperali Gonorrea Meningite cerebro-spinale epidemica Febbre ondulante Febbre tifoide Infezioni paratifiche Dissenteria bacillare Difterite Tubercolosi umana Lebbra Tetano Colera asiatico Peste bubbonica Tifo esantematico Carbonchio ematico Morva Actinomicosi Dissenteria amebica Tripanosomiasi Malaria Febbre ricorrente Sifilide Spirochetosi Ittero infettiva;

c) riconoscimento dei più importanti parassiti animali;

d) saggi chimici, ricerche microscopiche e giudizio igienico intorno alla genuità e conservazione delle principali sostanze alimentari (carne, latte e derivati, farine, mais, oli, vini, alcool) e alla salubrità delle acque potabili e dell'aria atmosferica;

e) prova fisica applicata all'igiene (idrometria, barometria, fotometria).

Prova orale tecnica

1) materie delle prove scritte;

2) demografia:

a) modo di rilevazione degli elementi statistici concernenti lo Stato, la composizione e il movimento della popolazione Schede di dichiarazione di morte e della causa di morte. Metodi per la rilevazione statistica della emigrazione;

b) risultati e leggi della statistica demografica Popolazione assoluta e relativa Urbana e rurale (agglomerata e sparsa) Composizione della popolazione per sesso e età e per professione La natalità e la nuzialità Le leggi statistiche della mortalità specifica (per età, per sesso, per causa di morte e simili) La morbilità I movimenti migratori;

3) Legislazione e ordinamento sanitario della Repubblica - Testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265 Regolamento generale sanitario 3 febbraio 1901, n. 45 Disposizioni legislative e regolamentari: per la bonifica integrale, 13 febbraio 1933, n. 215; per diminuire le cause della malaria, 28 gennaio 1935, n. 93; per il servizio del chinino di Stato, 8 marzo 1934, n. 736; per la sanità marittima, 20 settembre 1895, n. 636, e ordinanza 1° gennaio 1930; per la polizia sanitaria della aeronavigazione, 2 maggio 1940, n. 1045; per la denuncia delle malattie infettive, 23 aprile 1940 e 26 marzo 1941; per la difesa contro le malattie infettive nelle scuole, 9 ottobre 1921 n. 1981; per la profilassi delle malattie veneree, 25 marzo 1923, n. 846; per l'assicurazione obbligatoria contro la tubercolosi, 4 ottobre 1935, n. 1827; per il ricovero dei malati di lebbra, 15 febbraio 1936, n. 353; per la pellagra, 5 novembre 1907, n. 427; per l'igiene del lavoro, 14 aprile 1927, n. 530; per l'impiego dei gas tossici, 9 gennaio 1927, n. 147; per il controllo dei sieri e vaccini, 18 giugno 1905, n. 407; per la produzione e il commercio delle specialità medicinali, 3 marzo 1927, n. 478; per l'esercizio farmaceutico, 30 settembre 1938, n 1706; per la costruzione degli edifici scolastici, 27 maggio 1940, n. 875; per le costruzioni ospedaliere, 20 luglio 1939; per le istituzioni pubbliche di assistenza e beneficenza, 17 luglio 1890, n. 6972 e 23 dicembre 1923, n. 2841, per i servizi sanitari ospedalieri, 30 settembre 1938, n. 1631; per i concorsi ai posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, 11 marzo 1935, n. 281; per la disciplina delle professioni sanitarie infermieristica e di igiene sociale, 19 luglio 1940, n. 1098; per la protezione e l'assistenza della maternità e della infanzia, 24 dicembre 1934, n. 2361, 5 settembre 1938, n. 2008, 15 aprile 1926, n. 718 e 8 giugno 1942, n. 826; per la polizia mortuaria, 21 dicembre 1942, n. 1880; per la vigilanza igienica del latte, 9 maggio 1929, n. 994; per la disciplina dei tipi di farina e pane, 17 marzo 1932, n. 368 e 23 giugno 1932, n. 904;

4) nozioni generali sull'ordinamento amministrativo della Repubblica.

Prova di lingua estera

Conversione, lettura e traduzione a vista in italiano della lingua estera prescelta dal candidato.

Roma, addì 6 giugno 1952

p. Il Presidente del Consiglio dei Ministri
L'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica
MIGLIORI

(4950)

PREFETTURA DI TRAPANI

Nomina dell'ufficiale sanitario del comune di Trapani

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI TRAPANI

Visto il proprio decreto 27 giugno 1952, di pari numero, con il quale fu approvata la graduatoria dei candidati dichiarati idonei nel concorso al posto dn ufficiale sanitario del comune di Trapani, bandito con decreto prefettizio 30 gennaio 1951, Div. 3a;

Visto altresì, il proprio decreto 27 giugno 1952, di pari numero, con il quale fu dichiarato vincitore del concorso sopra specificato il dott. *Vincenzo Molino di Antonino*;

Visto l'art. 34 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto l'art. 24 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, che approva il regolamento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Decreta:

Il dott. Molino Vincenzo di Antonino è nominato ufficiale sanitario del comune di Trapani.

Il predetto sanitario dovrà assumere servizio entro il termine di giorni quindici dalla data di notifica del presente decreto. Egli sarà dichiarato rinunziatario, se non avrà assunto servizio nel termine sopra indicato ai sensi dell'art. 25 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Il sindaco del comune di Trapani è incaricato della notifica e dell'esecuzione del presente decreto.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nella « Gazzetta Ufficiale » della Regione siciliana e, per otto giorni consecutivi, all'albo della prefettura e del comune di Trapani.

Trapani, addì 30 agosto 1952

Il prefetto: CRISCUOLI

(5058)

PREFETTURA DI FIRENZE

Variante alla graduatoria del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Firenze

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FIRENZE

Visto il decreto n. 35483 in data 26 giugno 1952, con il quale il dott. Neri Ottorino veniva dichiarato vincitore della condotta veterinaria di Gambassi;

Considerato che, con decreto n. 51748 del 13 settembre 1952, a seguito di rinuncia presentata dal precitato dott. Neri, veniva dichiarato vincitore della condotta di Gambassi il dott. Sergio Meloni;

Vista la lettera del comune di Gambassi in data 29 settembre 1952, con la quale viene comunicato che il dott. Sergio Meloni, deve considerarsi decaduto, non avendo assunto servizio nel termine assegnatogli;

Vista la graduatoria del concorso e le domande presentate dagli interessati;

Atteso che il dott. Romiti Francesco ha chiesto la condotta veterinaria di Gambassi;

Visto l'art. 26 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

A parziale modifica dei decreti prefettizi numeri 35483 in data 26 giugno 1952 e 51748 del 13 settembre 1952, il dott. Francesco Romiti, domiciliato a Crespina (Pisa) è dichiarato vincitore della condotta veterinaria di Gambassi.

Il sindaco di Gambassi è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Firenze, addì 31 ottobre 1952

Il prefetto: GARGIULO

(5057)

Variante alla graduatoria del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Firenze

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FIRENZE

Veduto il decreto n. 37998 dell'8 luglio 1952, con il quale l'ostetrica Castaldi Pia veniva dichiarata vincitrice della condotta ostetrica di Cantagallo (Luicciana);

Vista la dichiarazione di rinuncia a tale condotta, effettuata dalla precitata Castaldi Pia in data 17 settembre 1952;

Vista la graduatoria del concorso e le domande presentate dalle interessate;

Atteso che l'ostetrica Pavanelli Giulia di Giuseppe, 24ª classificata, ha chiesto la condotta di Cantagallo (Luicciana);

Visto l'art. 26 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

A parziale modifica del decreto prefettizio n. 37998 dell'8 luglio 1952, l'ostetrica Pavanelli Giulia di Giuseppe, domiciliata in Portomaggiore (Ferrara), è dichiarata vincitrice della condotta ostetrica di Luicciana Cantagallo.

Il sindaco di Cantagallo è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Firenze, addì 25 settembre 1952

Il prefetto: GARGIULO

(4886)

PREFETTURA DI PARMA

Variante alla graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Parma

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PARMA

Visto il proprio decreto n. 7389 del 22 marzo 1952, con cui venivano dichiarati i vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti in Provincia al 30 novembre 1949;

Vista la nota di rinunzia del dott. Gherardi Mario, nominato medico titolare della condotta di Lagrimone di Tizzano;

Considerato che per la condotta stessa devesi procedere alla nomina di altro sanitario concorrente;

Visto il combinato disposto degli articoli 56 e 26 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Calestani Renzo è designato a ricoprire la condotta medica di Lagrimone di Tizzano.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

Parma, addì 25 settembre 1952

Il prefetto: MENEGHINI

(5074)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.